

FONTAN, Jean-Marc, HAMEL, Pierre et MORIN, Richard (2012)
*Ville et conflits. Action collective, justice sociale et enjeux
environnementaux*. Québec, Presses de l'Université Laval,
227 p. (ISBN 978-2-7637-1501-8)

Benoît Morissette

Volume 57, numéro 162, décembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026535ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026535ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morissette, B. (2013). Compte rendu de [FONTAN, Jean-Marc, HAMEL, Pierre et MORIN, Richard (2012) *Ville et conflits. Action collective, justice sociale et enjeux environnementaux*. Québec, Presses de l'Université Laval, 227 p. (ISBN 978-2-7637-1501-8)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 57(162), 509–510.
<https://doi.org/10.7202/1026535ar>

La première partie est inaugurée par un texte de Michel Foucher, centré sur la «réaffirmation des frontières politiques internationales». De fait, les contributions se focalisent sur des exemples emblématiques de frontières étatiques (Israël/Palestine, États-Unis/Mexique, Soudan/Soudan du Sud, etc.) et sur leurs enjeux géopolitiques – au sens de «rivalités ou de rapports de pouvoirs et d'influence sur des territoires», pour reprendre les termes d'Yves Lacoste, cité dans l'introduction. Dans cette optique, la matérialité de la frontière, incarnée par les murs – qu'ils soient matériels ou symboliques – s'impose jusque dans le champ du cyberspace, l'«affirmation du caractère territorial de l'Internet» étant relié au poids des États, et plus particulièrement des États-Unis.

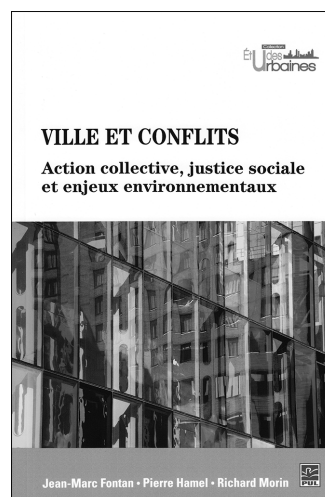
La deuxième partie analyse les dynamiques frontalières et leurs impacts sur les sociétés. Dans une Union européenne aux frontières internes poreuses, la circulation des «Roms migrants» constitue un enjeu de premier plan : considérés comme une minorité transnationale, les Roms sont à la fois l'emblème d'une nation mobile et déterritorisée, mais aussi d'une population «d'étrangers partout, y compris dans leur propre pays». Le renforcement des frontières linguistiques entre Flandre et Wallonie, ou des frontières religieuses entre catholiques et protestants à Belfast, illustrent également toute l'ambiguïté des logiques frontalières intra-européennes, dans le contexte d'une frontiérisation des limites externes, notamment en Andalousie face aux migrants clandestins extra-européens.

Les dynamiques frontalières relèvent ainsi d'enjeux multiscalaires – de l'échelle (supra) nationale à l'échelle locale – comme dans l'espace intra-urbain, choisi comme cadre d'analyse dans la dernière partie. Le glissement sémantique de la frontière interétatique à la ségrégation sociospatiale est pleinement assumé, notamment à travers la notion de ghetto. Différents degrés de ségrégation sont abordés – de la «jeunesse urbaine» des banlieues françaises aux gangs et rivalités

ethniques en Californie. En outre, les stratégies des acteurs face aux logiques ségrégatives sont mises en perspective : processus de *gentrification*, stratégies de scolarisation, percée politique de l'extrême droite.

Au final, cet ouvrage, appuyé sur de nombreuses cartes et références bibliographiques, constitue non seulement une entrée réflexive intéressante sur les problématiques frontalières contemporaines, mais également une bonne synthèse théorique des recherches actuelles sur la géopolitique des frontières.

Christophe Quéva
Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne



FONTAN, Jean-Marc, HAMEL, Pierre et MORIN, Richard (2012) *Ville et conflits. Action collective, justice sociale et enjeux environnementaux*. Québec, Presses de l'Université Laval, 227 p. (ISBN 978-2-7637-1501-8)

Dans *Ville et conflits*, Jean-Marc Fontan et ses coauteurs s'interrogent sur les déterminants et la portée des actions conflictuelles contemporaines. L'analyse des mobilisations s'étant déroulées à Montréal depuis les années 1980 les incite à conclure que les mouvements sociaux s'avèrent désormais

incapables d'engendrer de véritables transformations politiques. L'affaiblissement de leur « potentiel révolutionnaire » s'explique par leur institutionnalisation, c'est-à-dire leur intégration à la structure décisionnelle propre à l'État-providence et l'économie capitaliste.

Les auteurs parviennent à ce constat au terme d'une analyse comparative comprenant un volet historique et un volet sectoriel. Ils dressent d'abord un portrait historique des mobilisations ayant eu lieu à Montréal depuis le XIX^e siècle jusqu'aux années 1980. Ce bilan aspire à démontrer que les actions collectives ont contribué à l'avènement de la modernité et à la construction de l'État-providence. Elles sont parvenues à instaurer des modes d'organisation des rapports sociaux égalitaires par l'entremise de politiques sociales favorisant l'accès universel à des biens publics. L'adoption de ces mesures nécessitant toutefois des compromis avec l'élite économique, ces mouvements ont simultanément abandonné leurs revendications en faveur d'une solution de rechange au capitalisme, au profit de positions « réformistes ».

Cette analyse historique permet de contraster l'effet de ces mobilisations avec celui des luttes sociales et environnementales survenues à compter des années 1980. Cette période correspond à l'avènement du néolibéralisme, qui se traduit institutionnellement par le rééchelonnement de l'État-providence, des politiques sociales accentuant la responsabilisation individuelle plutôt que l'accès aux droits sociaux, et à la mondialisation de l'économie. Les conflits qui retiennent l'attention des auteurs dans les champs d'action étudiés sont : les oppositions aux réformes de l'aide sociale et l'adoption de la loi-cadre provinciale visant à éliminer la pauvreté, les mobilisations entourant la démolition de l'échangeur des Pins, le transfert des vols de l'aéroport de Mirabel vers Dorval, l'opposition à la construction du pont de l'autoroute 25 et le réaménagement de la rue Notre-Dame. Ces études de cas

démontrent que ces oppositions n'ont pas su faire obstacle aux politiques sociales et économiques néolibérales. De plus, les mobilisations environnementales n'ont pas réussi à surpasser les préoccupations locales des résidants pour s'articuler à un discours politique mettant en question les causes structurelles de la dégradation environnementale. Finalement, aucun mouvement ne propose de véritables solutions de rechange à l'État libéral et au capitalisme.

Ces échecs témoignent de l'anachronisme des luttes contemporaines, dont les actions se déroulent d'ailleurs dans le centre-ville de Montréal, siège du pouvoir économique. Les auteurs affirment qu'ils tentent ainsi de recréer symboliquement l'espace du dialogue corporatiste propre à l'État-providence, une structure politique qui appartient au passé, d'après eux. Or, la rue ne constitue pas l'unique scène sur laquelle s'activent les mouvements sociaux. Ils participent également à la production des politiques publiques au sein d'instances comme le BAPE (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement) ou l'Office de consultation publique de Montréal. Ces activités sont presque passées sous silence dans l'ouvrage. Ces organismes publics résultent pourtant d'un développement institutionnel auquel ont bel et bien participé les acteurs politiques étudiés. Ainsi, l'institutionnalisation des mouvements semble simultanément avoir entraîné une conséquence « inattendue », comme la désigne Charles Tilly : la démocratisation du pouvoir politique.

Benoît Morissette
Centre de recherche en éthique
Université de Montréal

